

Une vie après l'euro

L'euro est-il une bonne ou une mauvaise affaire pour les travailleurs ? Faut-il en sortir ? Angelo Basile, économiste et secrétaire général adjoint de la Centrale des Métallos wallons FGTB, vient de publier un livre qui brise le silence et les tabous.

Interview réalisée par Arnaud Lismond-Mertes (CSCE)

Le débat sur l'avenir de l'UE et de l'euro est ouvert dans de nombreux pays (1). Il peine cependant à s'amorcer en Belgique, et notamment dans le monde syndical. Trop souvent, des slogans sur l'Europe sociale, creux et démentis par les faits, tiennent lieu d'analyse et de projet. Angelo Basile, économiste et syndicaliste wallon, vient d'apporter une contribution à la compréhension rationnelle des enjeux et au débat, à travers la publication de son livre *La métamorphose de l'euro. Sommes-nous arrivés à la fin d'un monde ?* (2). Pourquoi la monnaie constitue-t-elle un enjeu économique et social essentiel ? En quoi l'euro est-il lié à une idéologie et à des intérêts particuliers ? Quelles sont les possibilités de sortie ou de réorientation de l'euro ?

Ensemble ! La monnaie est-elle une question qui concerne les travailleurs et les syndicalistes ? L'euro est-il autre chose qu'un instrument neutre d'échange de biens, comme le suggère l'aspect matériel des billets ?
Angelo Basile : La perspective des économistes monétaristes, qui ont inspiré la création de l'euro, est justement que la monnaie serait neutre et que, partant, elle ne saurait avoir d'incidence sur l'économie réelle. Leur idée centrale est que toute création de monnaie, émise par la Banque centrale, ne génère économiquement que de l'inflation (la hausse des prix). Du coup, il ne saurait y avoir de véritable débat sur la politique économique monétaire. En toutes circonstances, la Banque centrale, qui a le pouvoir d'émettre les billets, devrait se limiter à lutter contre l'inflation pour garantir la stabilité des prix, censée assurer l'allocation optimale des ressources et du capital, et ainsi la prospérité. Cette conception très particulière de la monnaie a présidé à la

conception de l'euro et de l'ensemble du système qui le structure, « l'Union monétaire européenne ».

Cette neutralité est un leurre. La façon de gérer la monnaie exprime les choix politiques fondamentaux d'une société et les rapports de classes qui la traversent. Les choix monétaristes qui ont été faits lors de la création de l'euro par le traité de Maastricht en 1992 (c'est-à-dire l'indépendance de la Banque centrale, l'interdiction pour elle de prêter aux Etats membres ainsi que l'objectif unique de défendre la stabilité des prix et le cours de la devise) correspondent aux intérêts de l'Allemagne et des détenteurs de capitaux. En effet, ce pays a une population vieillissante, une épargne importante, et il mise largement sur cette capitalisation pour

ne peuvent pas facilement se déplacer pour trouver un emploi ailleurs dans l'UE, à cause notamment des barrières linguistiques. Il n'y a pas non plus de solidarité financière entre les pays membres, ni de stabilisateurs automatiques qui, à la manière d'une assurance chômage commune, par exemple, organiseraient des transferts financiers des régions riches vers les régions plus pauvres. En outre, la possibilité de mener une politique keynésienne de relance de l'activité économique à travers les dépenses budgétaires de l'Etat est également rendue impossible au sein de la zone euro, vu les limitations fixées aux déficits publics. Enfin, la Banque centrale ne peut pas accorder de prêts aux Etats et financer leur déficit. Les pays en difficulté n'ont, dès lors, qu'une seule « solution » pour

La façon de gérer la monnaie exprime les choix politiques fondamentaux d'une société et les rapports de classe qui la traversent.

financer ses retraites. Il souhaite dès lors une monnaie forte, pour que le capital constitué ne soit pas érodé par l'inflation.

Les règles de fonctionnement de l'euro, qui ont été imposées par l'Allemagne et fixées par le traité de Maastricht, engendrent nécessairement des conséquences négatives pour la croissance, pour l'emploi, les salaires et la concertation sociale. Au sein de la zone euro, lorsqu'un Etat est frappé par une crise, il ne peut pas dévaluer sa monnaie pour relancer son économie et l'emploi. Ses travailleurs

relancer les exportations et l'activité économique : la diminution des salaires réels ainsi que la flexibilisation des rémunérations et des temps de travail. C'est la politique dite de « dévaluation interne » qui fait du salaire et de l'emploi les principales variables d'ajustement macroéconomiques de la zone euro. Ce sont donc des politiques d'austérité qui sont mises en œuvre partout dans la zone euro et qui vont toujours dans le sens du moins-disant social et du moins-disant fiscal. A l'arrivée, nous revivons avec une similitude troublante ce que nous avons déjà connu dans

les années 1930, y compris au niveau monétaire.

L'euro est-il également une mauvaise affaire pour les travailleurs belges ?

Oui ! Les politiques d'austérité liées à l'euro se propagent d'un pays à l'autre, créent un chômage de masse, imposent un recul du pouvoir d'achat, et

les salaires date de 1996. Elle a pris la forme de l'imposition d'une norme salariale, rendue incontournable par l'entrée prévue dans une monnaie unique s'appuyant sur des critères de convergence restrictifs, l'impossibilité de recourir à des dévaluations et la libre circulation des capitaux. Cette norme tend à fixer l'évolution des sa-

les et le principe de subsidiarité, elle n'hésite plus dans ses recommandations à interférer sur la politique sociale des Etats. Elle le fait toujours dans le sens de la flexibilité et de la décentralisation. C'est ainsi qu'elle procède à un véritable harcèlement pour que la Belgique mette fin à l'indexation automatique des salaires et pour qu'elle décentralise un peu plus les niveaux de sa concertation sociale.

Nous revivons avec une similitude troublante ce que nous avons déjà connu dans les années 1930, y compris au niveau monétaire.

Les plus ardents défenseurs de l'euro admettent aujourd'hui que, sous sa forme actuelle, la monnaie unique est condamnée. Quels scénarios de sortie ou de réforme entrevoyez-vous ?

Dans mon livre, j'ai identifié six scé-



cassent le financement de la Sécurité sociale tout comme celui des services publics, qui sont le premier pouvoir d'achat des travailleurs. Comment ? Dans une démocratie sociale avancée comme la Belgique, les salaires se forment à travers la concertation sociale, les accords interprofessionnels, les accords sectoriels et les accords d'entreprise. En Belgique, la première attaque portée, au nom de l'euro, contre cette concertation sociale et

lares en fonction de la compétitivité plutôt qu'en fonction de l'évolution de la productivité réelle. Peu à peu, le cadre de la négociation interprofessionnelle, qui organise la solidarité entre tous les travailleurs, a également été battu en brèche, avec des nuances selon les pays, et la décentralisation de la concertation sociale progresse. Dans cette évolution, l'UE elle-même n'est pas en reste. Contrairement à ce que prévoient les trai-

narios possibles qui sont sur la table.

1. Le statu quo : on ne change rien. C'est le scénario des grandes institutions européennes. Il ne fait que générer une austérité qui se propage de pays à pays, et n'est manifestement pas tenable à terme. 2. Le « statu quo accommodant » : on ne change pas les règles, mais on les applique tacitement de façon souple, en incitant les Etats qui enregistrent des surplus de la balance courante (Ndlr : la balance

⇒ courante équivalait à peu près à la balance commerciale, c'est-à-dire au solde des échanges internationaux, exportations moins importations) à mener des politiques de relance. En particulier l'Allemagne, qui a un excédent commercial énorme vis-à-vis des partenaires de la zone euro, pourrait augmenter ses salaires et ses dépenses. Le problème, c'est que ce sont les Allemands eux-mêmes qui ont imposé à l'UE l'adoption de critères de convergence extrêmement durs et qu'ils n'ont aucune intention de changer de position. L'idée que le développement de la société ne se conçoit qu'à travers un primat de la libre entreprise, fondé sur la stabilité monétaire et la concurrence, est largement partagée en Allemagne.

tions compétitives unilatérales posent très vite une série de problèmes d'augmentation des prix (inflation), de contrôle des salaires, etc.

5. Le scénario du « divorce à l'amiable » entre l'ensemble des Etats membres de l'union monétaire pourrait constituer une « sortie par le haut », pour autant qu'il ne fasse ni gagnants ni perdants. Cette option pourrait revêtir plusieurs formes. Par exemple, une désintégration coordonnée de la zone euro relayée par un nouvel es-

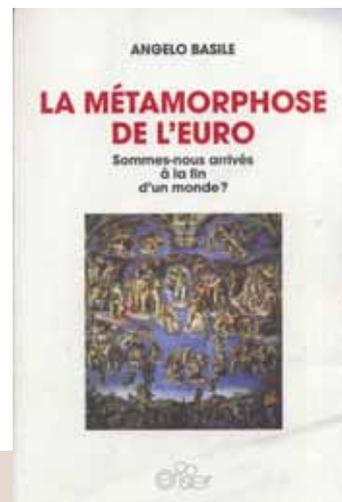
et sociales seraient harmonisées. Le budget de l'Union, sensiblement revalorisé, autoriserait la réalisation de transferts des pays riches vers les pays moins nantis. Elus au suffrage universel, les membres du Par-

lement européen exerceraient un entier contrôle sur la Commission. C'est le scénario que la FGTB défend dans ses résolutions de Congrès lorsqu'elle prend position pour « Une Autre Europe ». Mais force est de constater qu'il n'y a pas une majorité de pays de l'UE qui veulent s'engager dans une Europe fédérale. Dans mon

livre, je n'ai pas opté pour un scénario particulier, d'autant que ceux-ci peuvent se combiner entre eux. Le démantèlement négocié de l'euro, par exemple, n'est pas en soi incompatible avec une orientation fédérale pour l'Europe à plus long terme.

Ne manque-t-il pas à la réflexion que vous développez dans votre livre une conclusion plus nette par rapport à un choix d'avenir ? Ne laissez-vous pas vos lecteurs dans un rôle de spectateurs de décisions prises en leur nom plutôt que de citoyens collectivement mobilisés pour un projet ?

En effet, je pense qu'il faudra encore poursuivre cette réflexion et lui donner une suite. Il fallait prendre le temps de l'analyse et montrer qu'il



ANGELO BASILE

Le livre s'ouvre par une indication biographique : « A Giovanni Antonio, Incoronta, Caterina, Giuseppe. En hommage à une génération qui a traversé toutes les calamités que l'Histoire peut réserver à une vie : le fascisme,

la guerre, les crises, la misère et l'exil. » Angelo Basile nous précise : « Il s'agit de mes parents et de mes beaux-parents. J'ai voulu évoquer cette génération d'immigrés, qui a fui la misère de l'Italie des années 1950, et qui n'avait pas vu

beaucoup de bouquins dans leur vie, parce que le capitalisme les avait soigneusement mis à l'écart de tout objet culturel. Du coup, je n'ai pas pu résister à la tentation d'écrire leur nom sur la première page d'un livre. »

La démocratie chrétienne, la social-démocratie, les libéraux, les écologistes : tous adhèrent au programme ordo-libéral. Tous sont convertis à l'économie de marché, à laquelle fait également allégeance la DGB, la plus grosse centrale syndicale du pays. 3. Le scénario de « l'assouplissement » est notamment promu par l'économiste keynésien Jean-Paul Fitoussi. Sans toucher aux traités européens, on adopterait des instruments interprétatifs élargissant les marges budgétaires des Etats. Cette solution ne réglerait toutefois pas sur le long terme les déséquilibres de la zone euro. 4. Le scénario de la « sortie unilatérale de l'euro », que l'on entend beaucoup aujourd'hui dans la bouche du FN français. C'est la piste de la dislocation brutale de l'Union monétaire européenne. Cette stratégie du « cavalier seul », ou de sortie par le bas, est fondée sur des dévaluations compétitives de la monnaie pour prendre des parts de marché à d'autres pays, et elle peut être extrêmement dangereuse. Les dévalua-

pace monétaire qu'habiteraient 19 monnaies indépendantes, permettant à chacun de mener sa politique monétaire tout en étant intégré dans une sorte de nouveau Système monétaire européen. Elle pourrait également consister en un fractionnement de l'union monétaire en plusieurs zones monétaires nouvelles qui re-

Ce qui nous arrive est le résultat de choix collectifs de politique économique, et non d'une fatalité.

grouperaient en leur sein des pays aux structures et aux dynamiques économiques convergentes. Mais tout ça ne pourra fonctionner que si l'on revient également à un contrôle de la circulation des capitaux. 6. Le dernier scénario est celui de l'Europe fédérale intégrée. La politique monétaire et la politique budgétaire seraient alors coordonnées. Les politiques fiscales

peut y avoir une vie après l'euro. A titre personnel, je rêve d'une Europe politique et fédérale, mais je vois bien que les conditions matérielles ne sont pas aujourd'hui réunies pour avancer dans cette voie. Or on ne peut pas rester dans une situation où l'on condamne des générations entières au chômage, à la casse des droits sociaux, à la misère et à l'exil.

Dans ce cadre, il me semblait important de montrer que ce qui nous arrive est le résultat de choix collectifs de politique économique, et non d'une fatalité.

En 2009, à l'occasion des élections

Europe à envisager une autre politique qui m'interpelle et qui pose un vrai problème de fond à nos démocraties. Cette Europe-là, très éloignée des beaux discours sur l'Europe des peuples, est imbuvable. Elle signifie

une maturation. J'essaie d'y apporter une contribution.

Votre livre pose cette question :

« Sommes-nous arrivés à la fin d'un monde ? » N'est-il pas temps pour les forces sociales de gauche d'exprimer ce besoin de rupture... avec le risque que, si elles tardent à incarner cette aspiration, celle-ci soit récupérée par l'extrême droite, avec un agenda tout différent ?

Je pense effectivement que nous sommes arrivés à la fin d'un monde, celui des acquis qui avaient été arrachés dans nos pays à la fin de la Seconde Guerre mondiale : non seulement la démocratie économique et sociale, mais également la démocratie politique, celle qui donne aux citoyens une véritable possibilité de choix.

Le modèle de société qui était celui des pays fondateurs de l'UE est en train de voler en éclat : les néolibéraux ont réussi à imposer leur vision pseudo-scientifique de l'économie et de la société, fondée sur la croyance aveugle dans les vertus du marché pour organiser la société. Il est temps que les forces de gauche se fassent

Il y a une incapacité en Europe à envisager une autre politique qui pose un vrai problème de fond à nos démocraties.

européennes, nous avons publié le Manifeste de la Confédération européenne des syndicats (CES). Il appelait les travailleurs à « voter pour l'Europe sociale », en mentionnant que si l'Europe « peut être une menace » elle a « adopté plus de 60 lois sociales au profit des travailleurs » et que le Parlement européen « peut faire toute la différence » (3). Ce type de discours est-il encore crédible ?

Soyons réalistes et francs, l'Europe sociale n'existe pas. Les enjeux, objectifs et visions stratégiques pour les délégations dans les organisations syndicales internationales sont très divers. Quelle est la vision de l'Europe sociale des organisations syndicales polonaises, hongroises, etc. ? Dans nos comités d'entreprise européens, nous voyons bien que la nature des revendications est très variable selon les pays. Le syndicalisme européen tout entier est encore à construire.

Juste avant le référendum grec de juillet 2015, qui était censé mettre dans les mains des citoyens le choix de la poursuite de l'austérité ou de la confrontation avec l'EU, la CES a publié un appel à l'annulation du référendum, qui se terminait par un « oui à la monnaie commune et à l'Europe fédérale ». Qu'en pensez-vous ?

Vous comprenez ma colère ! Ce sont des formules creuses, coupées de la réalité, qui témoignent d'un refus de la considérer pour ce qu'elle est. Je n'ai pas compris l'attitude de Tsipras. Le mandat qui a été donné à travers le référendum était celui d'une sortie de la Grèce de la zone euro. Or Tsipras ne s'y est pas tenu. Certes, c'était un saut dans l'inconnu qui allait poser des problèmes. Mais c'était opter pour un chemin qui offrait une perspective autre que celle de l'enlisement dans la crise. Il a plié et c'est regrettable. Il y a une incapacité en

l'absence d'avenir pour les jeunes, l'effondrement de plusieurs pays, la base industrielle qui fout le camp...

Opter pour la dislocation concertée de l'euro, n'est-ce pas s'en remettre à une improbable négociation intergouvernementale... et dès lors à un processus sur lequel les travailleurs ne peuvent pas peser ? Peut-on réduire la sortie unilatérale de l'euro au FN, alors que c'est une option soutenue par Lapavistas (Unité populaire), dans une orientation résolument à gauche (4) ?

La stratégie de sortie unilatérale de l'euro et de faire des dévaluations

Cette Europe-là, très éloignée des beaux discours sur l'Europe des peuples, est imbuvable.

compétitives est portée par des partis fascistes (comme le FN, en France) et démagogues (comme le Mouvement 5 étoiles, en Italie). Les mouvements ou partis de gauche qui se prononcent pour une dislocation de la zone euro ne le font pas de la même façon. Je pense que Lapavistas raisonne dans le cadre spécifique de la Grèce. Il constate qu'il n'y a pas d'issue dans l'euro ni de possibilité de sortie concertée et qu'il faut bien dès lors s'engager dans une sortie coûte que coûte. Moi, je n'exclus pas encore la possibilité d'une Europe fédérale à long terme même si, on l'aura compris, je n'y crois plus tellement. Lapavistas exclut cette possibilité.

Quant à la sortie par le haut, elle ne tombera pas du ciel, car les forces de l'argent ont intérêt au statu quo. Il faut que la lutte soit organisée par les mouvements sociaux. Cela nécessite

d'avantage entendre, en défendant des projets plus consistants que ceux que l'on connaît aujourd'hui. Sans quoi, comme elle l'a déjà fait en France dans les bastions les plus populaires, l'extrême droite récupérera l'électorat des laissés-pour-compte, qui ont notamment été produits par le fonctionnement de la zone euro que nous connaissons. □

(1) Voir notamment : Arnaud Lismond-Mertes, Euro : stop ou encore ?, *Ensemble !* n°92, décembre 2016.

(2) Editions du Cerisier, 2016. Voir aussi l'étude disponible en ligne Angelo Basile, « Y a-t-il une vie après l'Euro? », CEPAG, 2015 <http://www.cepag.be/sites/default/files/publications/2015-04--cepag--etude--euro.pdf>

(3) CES, Voter pour l'Europe sociale, *Ensemble !* n° 65, juin 2009.

(4) Lapavistas et alii, *Euro Plan B*, Ed. du Croquant (2016).